

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1918.

Projet de loi

de recrutement pour la levée spéciale de 1919.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement croit répondre aux sentiments des membres de la Législature et du Pays tout entier en proposant de lever, dans le plus bref délai possible une nouvelle armée, pour permettre de renvoyer dans leurs foyers nos héroïques soldats qui ont reconquis si vaillamment notre indépendance.

Cette armée serait formée des jeunes gens appartenant par leur âge aux levées de 1914 à 1919, qui n'ont pas encore fourni de prestations militaires.

Il n'est pas sans intérêt de faire ici un exposé sommaire des mesures arrêtées par le Gouvernement depuis 1914, pour tenir les effectifs de l'armée à la hauteur jugée nécessaire par le haut commandement.

Aux troupes mobilisées lors de l'ouverture des hostilités, vinrent se joindre un grand nombre de volontaires pour la durée de la guerre, animés de la plus belle ardeur patriotique.

Cependant, en présence des forces ennemies sans cesse renouvelées auxquelles notre armée devait tenir tête, le Gouvernement décréta d'appeler au service pour la Patrie tous les hommes âgés de 18 à 40 ans résidant dans la partie non occupée du territoire et à l'étranger.

Les appelés furent classés en diverses catégories, suivant leur âge et leur situation de famille, et chaque groupe était appelé au fur et à mesure des besoins.

Il n'eût pas été possible, en ces circonstances critiques, d'appliquer la loi de milice en vigueur en temps de paix, laquelle exige une organisation administrative intacte et une procédure longue et minutieuse.

Aussi, les arrêtés-lois des 1^{er} mars 1915, 6 novembre 1915, 1^{er} mars 1916, 21 juillet 1916, 1^{er} mai 1917 et 20 février 1918, déterminent-ils une procédure simple et rapide, offrant néanmoins toutes garanties aux appelés.

Les circonstances actuelles permettent d'en revenir aux principes des lois de milice codifiées par l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1913.

Cependant, pour accélérer les opérations de recrutement qui vont s'effectuer et rendre possible la libération rapide de nos vétérans, le Gouvernement propose de passer outre aux formalités de l'inscription et de maintenir en vigueur, cette année encore, le principe de la juridiction unique, tant en première instance qu'en appel, principe consacré par les arrêtés-lois susvisés.

Des commissions de recrutement seront donc substituées aux conseils de milice et aux conseils d'aptitude et des commissions provinciales, aux cours d'appel (en tant que jugeant en matière de milice) et aux conseils de revision.

Le projet de loi comporte, en outre, quelques modifications au chapitre des exemptions.

Considérant que les familles dont le chef ou deux enfants sont perdus pour elles par suite de la guerre, ont largement payé leur dette à la Patrie, le projet crée l'exemption définitive en faveur des autres fils.

Une autre disposition de la loi limite à trois le nombre de services prestés ou à prester par une même famille.

Par contre, il supprime l'exemption du chef de pourvoyance.

Il a été constaté, en effet, pendant la longue période d'occupation que, d'une façon générale, les exemptés de cette catégorie constituaient une charge plutôt qu'un soutien pour leur famille.

Il est à prévoir que cette situation fâcheuse perdurera aussi longtemps que notre industrie n'aura pas repris tout son essor.

Les autres exemptions temporaires pour causes morales sont également supprimées, sauf en ce qui concerne les aspirants officiers de marine, les jeunes gens qui se consacrent au service de la Colonie et les veufs avec enfant.

Toutefois, les appelés qui, en temps normal, jouissent d'une dispense dans l'intérêt des cultes et de l'enseignement, mais qui néanmoins doivent servir en temps de guerre, n'entreront sous les armes, pour être affectés à des services humanitaires utiles à l'armée, que si les nécessités du service militaire l'exigent ; au surplus, leurs droits à l'exemption renaîtront dès que la démobilisation sera décrétée.

Le Gouvernement croit pouvoir compter sur le patriotisme des membres de la Législature pour mener rapidement à bonne fin la discussion du projet qui leur est soumis, afin de pouvoir appeler la classe de 1914 sous les armes vers la mi-janvier, celles de 1915, 1916, 1917 et 1918 successivement dans les six mois et celle de 1919 vers le mois de septembre.

Le Ministre de la Guerre,

MASSON.

Le Ministre de l'Intérieur,

DE BROQUEVILLE.

PROJET DE LOI

de recrutement pour la levée spéciale
de 1919.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Intérieur et de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les opérations de milice se rapportant aux hommes de la classe de 1914 qui ne sont pas entrés au service actif sont annulées. Sont également non avenus les exemptions, les dispenses et les sursis accordés en vertu des arrêtés-lois des 1^{er} mars 1915, 6 novembre 1915, 1^{er} mars 1916, 21 juillet 1916, 1^{er} mai 1917 et 20 février 1918.

ART. 2.

La levée spéciale de 1919 (classes de 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919) est régie par les dispositions

WETSONTWERP

betreffende de werving voor de bijzondere lichting van 1919.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van onze Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

EERSTE ARTIKEL.

De militieverrichtingen betreffende de manschappen der klas 1914, die niet in werkelijken dienst zijn getreden, worden nietig verklaard. Worden ook nietig verklaard, elke vrijstelling, elke ontheffing en elk uitstel verleend krachtens de besluit-wetten van 1 Maart 1915, 6 November 1915, 1 Maart 1916, 21 Juli 1916, 1 Mei 1917 en 20 Februari 1918.

ART. 2.

De bijzondere lichting van 1919 (klassen van 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919) wordt beheerd door

des lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, sauf qu'il y sera dérogé en les points suivants :

CHAPITRE II. — De l'Inscription.

I. — L'inscription se fait d'office par le Bourgmestre qui dresse, pour chaque classe, une liste, en double expédition, des jeunes gens qui ont été inscrits pour la milice en 1913 en vue de la levée de 1914, ainsi que des jeunes gens qui devaient être normalement inscrits en 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 respectivement pour les levées de 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919.

Il sera en outre formé une liste, en double, des ajournés rattachés à la classe de 1914.

II. — Le fait d'avoir été porté indûment sur la liste d'inscription n'implique pas pour l'intéressé, l'obligation de comparaître devant la commission de recrutement, non plus que la non-inscription ne le dégage de l'obligation de se présenter spontanément devant ce collège, dans les conditions et les délais prescrits.

CHAPITRE III. — Des exemptions, des dispenses, des libérations et des exclusions.

III. — La production des certificats à l'appui des demandes d'exemption pour causes morales n'est pas exigée.

de bepalingen der militiewetten samengeordend bij Koninklijk Besluit van 1 October 1913, behalve afwijking voor de hiernavolgende punten :

HOOFDSTUK II. — Van de inschrijving.

I. — De inschrijving geschiedt van ambtswege door den Burgemeester die voor iedere klas opmaakt eene lijst, in tweevoudig afschrift, van de jongelingen die in 1913 voor de militie werden ingeschreven met het oog op de lichting van 1914, alsook van de jongelingen, die regelmatig moesten ingeschreven zijn in 1914, 1915, 1916, 1917 en 1918, onderscheidenlijk voor de lichtingen van 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919.

Daarenboven wordt, in tweevoudig afschrift, eene lijst opge maakt van de uitgestelden, die bij de klas van 1914 zijn aangeschreven.

II. — Het feit dat de belanghebbende ten onrechte op de inschrijvingslijst werd gebracht, brengt niet mede dat hij verplicht is voor de wervingscommissie te verschijnen, evenmin als de niet-inschrijving hem ontslaat van de verplichting om zich uit eigen beweging bij dit college aan te melden onder de voorgeschreven voorwaarden en binnen de voorgeschreven termijnen.

HOOFDSTUK III. — Van de vrijstelling, ontheffing, ontslaging en uitsluiting.

III. — Overlegging van getuigschriften ter staving van aanvragen tot vrijstelling wegens zedelijke redenen wordt niet vereischt.

Les juridictions contentieuses statuent sur le vu de toutes pièces dont elles apprécient la valeur.

IV. — Le littéra c de l'article 15 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application; cet article est en outre complété comme suit :

f) Ceux dont le père ou deux frères ont été tués à l'ennemi, sont décédés des suites de leurs blessures, sont portés disparus depuis six mois ou ont sacrifié leur vie pour la Patrie, pendant l'occupation.

g) Ceux dont trois frères servent ou ont servi pendant la campagne, soit dans l'armée belge, soit dans une des armées alliées.

h) Si plusieurs fils d'une même famille sont appelés à concourir à la formation de la levée spéciale de 1919, les désignations éventuelles sont limitées au nombre de trois, y compris les services en voie d'accomplissement ou déjà accomplis pendant la campagne.

Dans ce cas, les exemptions sont accordées aux mariés d'abord, puis à ceux qui, par leur âge, appartiennent aux classes les plus anciennes.

i) Ceux qui ont été faits prisonniers par l'ennemi, en cherchant à passer la frontière pour prendre du service dans l'armée et qui, de ce chef, ont été privés de leur liberté pendant six mois au moins.

V. — Le militaire sous les drapeaux qui réunit l'une des conditions d'exemption prévues à l'article 15, peut s'en prévaloir en se conformant aux prescriptions de l'article 17.

De rechtsmachten voor betwiste zaken doenuitspraak op vertoon van alle stukken, waarvan zij de waarde beoordeelen.

IV. — Litt. c van artikel 15 der samengeordende militiewetten valt buiten toepassing; dit artikel wordt daarenboven aangevuld als volgt :

f) Zij, waarvan de vader of twee broeders in den strijd gesneuveld, aan de gevolgen hunner wonden overleden, als sedert zes maanden verdwenen aangegeven zijn of, gedurende de bezetting, hun leven voor het Land hebben opgeofferd.

g) Zij, waarvan drie broeders dienen of gediend hebben gedurende den oorlog, hetzij in het Belgisch leger, hetzij in een der geallieerde legers.

h) Indien verscheidene zonen van een zelve gezin worden opgeroepen om bij te dragen tot de vorming der bijzondere lichting voor 1919, zijn de gebeurlijke dienstaanjwijzingen beperkt op drie, daarin begrepen de loopende of de reeds onder den oorlog vervulde diensten.

In dit geval worden de vrijstellingen verleend vooreerst aan de gehuwden, verder aan hen die, door hunnen leeftijd, tot de oudste klassen behooren.

i) Zij, die door den vijand gevangen genomen werden toen zij poogden over de grens te gaan om dienst te nemen in het leger en die, uit dien hoofde, gedurende ten minste zes maanden, van hunne vrijheid werden beroofd.

V. — De militair onder de wapens, die aan een der in artikel 15 voorziene vrijstellingsvereischen voldoet, kan ze doen gelden met inachtneming van het bepaalde in artikel 17.

En attendant que la Commission provinciale d'appel ait statué sur son sort, il est envoyé en congé sans solde.

VI. — L'article 16 est mis hors d'application, sauf les litt. *e*, *f*, *g*, *j*, et *l*.

Toutefois, les appelés visés aux litt. *a*, *b*, *c*, et *d*, désignés pour le service, n'entreront sous les armes, pour être employés à des offices humanitaires utiles à l'armée, en commençant par la classe la plus ancienne, que si les nécessités du service militaire l'exigent.

Au surplus, dès que la démobilisation de l'armée sera décrétée, ils reprendront leurs droits à l'exemption.

En attendant que la juridiction compétente ait statué sur leur sort, ils seront envoyés en congé sans solde.

VII. — Sont mis hors d'application les articles 19 et 22 des lois de milice coordonnées.

CHAPITRE IV. — Des conseils de milice et des conseils d'aptitude.

VIII. — Des commissions de recrutement sont substituées aux conseils de milice et aux conseils d'aptitude.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils d'aptitude s'appliquent aux commissions de recrutement en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

IX. — Un arrêté royal peut subdiviser chacune des commissions de

In afwachting dat de Provinciale Commissie voor hooger beroep over zijn lot heeft uitspraak gedaan, wordt hij met verlof gezonden, zonder soldij.

VI. — Artikel 16 valt buiten toepassing, behalve de litt. *e*, *f*, *g*, *j* en *l*.

De bij de litt. *a*, *b*, *c*, en *d* bedoelde opgeroepen, die voor den dienst zijn aangewezen, komen echter alleen dan onder de wapens om, te beginnen met de oudste klas, belast te worden met humanitaire, voor het leger nuttige diensten, wanneer de noodwendigheden van den militair dien dienst zulks vereischen.

Voor het overige kunnen zij hunne rechten op vrijstelling opnieuw doen gelden, zoodra tot de demobilisatie van het leger is besloten.

In afwachting dat de bevoegde rechtsmacht over hun geval uitspraak doet, worden zij, zonder soldij, met verlof gezonden.

VII. — De artikelen 19 en 22 der samengeordende militiewetten vallen buiten toepassing.

HOOFDSTUK IV. — Van de militieraden en de geschiktheidsraden.

VIII. — De militieraden en de geschiktheidsraden worden door wervingscommissiën vervangen.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten, welke de geschiktheidsraden betreffen, zijn toepasselijk op de wervingscommissiën, in zooverre zij niet strijdig zijn met deze wet.

IX. — Elke wervingscommissie kan bij Koninklijk Besluit in ver-

recrutement en plusieurs sections.

Dans ce cas, le Président de la première section fixe le ressort territorial des sections ainsi que le lieu et les dates de leurs séances.

X. — La commission de recrutement (ou la section) a la même composition que le conseil d'aptitude, sauf que le président est choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires et parmi les avocats inscrits au tableau depuis dix ans au moins et âgés de plus de 40 ans, et que la durée de leur mandat n'est pas déterminée.

Les membres militaires ne doivent pas obligatoirement avoir le grade de capitaine.

XI. — Comparaient devant la commission de recrutement, dans les conditions et délais prescrits, tous les jeunes gens susceptibles de figurer sur les listes dont il est question au n^o I ci-avant, à moins qu'ils ne fassent déjà partie de l'armée belge ou d'une des armées alliées.

Sont considérés comme en faisant partie, les *militaires* qui, depuis le 31 juillet 1914, ont été renvoyés dans leurs foyers comme inaptes au service, mis en congé sans solde ou licenciés pour quelque cause que ce soit.

En ce qui concerne la désignation pour les armes, la commission de recrutement se conforme à l'article 28 des lois codifiées.

Les décisions sont notifiées aux comparants séance tenante.

scheidene afdeelingen worden verdeeld.

In dit geval bepaalt de Voorzitter der eerste afdeeling het ambtsgebied der afdeelingen, alsmede de plaats en de datums van hunne vergaderingen.

X. — De wervingscommissie (of de afdeeling) is op gelijke wijze samengesteld als de geschiktheidsraad, behalve : 1^o dat de voorzitter gekozen wordt onder de werkelijke, plaatsvervangende of gewezen magistraten en onder de sedert ten minste tien jaar op de lijst gebrachte en meer dan 40 jaar oud zijnde advocaten ; 2^o dat de duur van hun mandaat niet is bepaald.

Er wordt niet vereischt dat de militaire leden den graad van kapitein hebben.

XI. — Moeten onder de voorgeschreven voorwaarden en binnen de voorgeschreven termijnen voor de commissie verschijnen al de jongelingen, die geschikt zijn om te worden gebracht op de lijsten, waarvan sprake in bovenstaand n^o I, tenzij zij reeds deel uitmaken van het Belgisch leger of van een der geallieerde legers.

Worden aangezien als daarvan deel uitmakende, de *militairen* die, sedert 31 Juli 1914, naar huis werden gezonden als ongeschikt zijnde voor den dienst, zonder soldij met verlof werden gezonden of om 't even welke reden werden ontslagen.

Wat de aanwijzing van de wapens betreft, gedraagt de wervingscommissie zich aan artikel 28 van de samengeordende wetten.

De beslissingen worden aan de verschijnenden staande de vergadering beteekend.

XII. — Le litt. c de l'article 27 est mis hors d'application.

CHAPITRE V. — De l'appel devant la cour d'appel et le conseil de revision.

XIII. — Des commissions provinciales d'appel sont substituées aux cours d'appel, en tant que jugeant en matière de milice et aux conseils de revision dont elles ont la composition.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils de revision s'appliquent aux commissions provinciales d'appel en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

XIV. — Les Gouverneurs forment une liste des ajournés de la levée spéciale de 1919.

CHAPITRE VII. — De l'incorporation.

XV. — Les hommes désignés pour le service par les commissions de recrutement reçoivent, séance tenante, lecture d'un résumé des lois militaires dont le texte est fixé par arrêté royal.

Dès ce moment, ils acquièrent la qualité de militaire.

Si la date fixée par arrêté royal pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date.

Les décisions des commissions de recrutement sont exécutoires nonobstant appel.

Les hommes désignés pour le service sont répartis dans les corps et

XII. — Litt. c van artikel 27 valt buiten toepassing.

HOOFDSTUK V. — Van het beroep bij het hof van beroep en bij den herzieningsraad.

XIII. — Provinciale commissiën van beroep komen in de plaats der hoven van beroep, voor zoover zij uitspraak doen in militiezaken, en van de herzieningsraden welke samengesteld zijn zooals die commissiën.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten betreffende de herzieningsraden zijn ook van toepassing op de provinciale commissiën van beroep, voor zoover zij niet in strijd zijn met deze wet.

XIV. — De Gouverneurs maken eene lijst op van de uitgestelden der bijzondere lichting van 1919.

HOOFDSTUK VII. — Van de inlijving.

XV. — Aan de manschappen, die door de wervingscommissiën voor den dienst zijn aangewezen, wordt staande de vergadering voorlezing gedaan van eene samenvatting der militaire wetten, waarvan de tekst bij koninklijk besluit wordt bepaald.

Van dit oogenblik af bekomen zij de hoedanigheid van militair.

Indien de datum, bij Koninklijk Besluit vastgesteld voor het binnenkomen hunner klas, in werkelijken dienst, nog niet is aangebroken, worden zij terug naar huis gezonden tot dien datum.

De beslissingen der wervingscommissiën zijn uitvoerbaar niettegenstaande hooger beroep.

De manschappen, aangewezen voor den dienst, worden door de militaire

services par l'autorité militaire, en tenant compte des décisions des juridictions contentieuses.

CHAPITRE VIII. — Des congés.

XVI. — Dès que l'armée sera démobilisée, le chapitre des lois de milice coordonnées relatif aux congés redeviendra exécutoire.

CHAPITRE X. Dispositions pénales.

XVII. — Le 1^o de l'article 69 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application.

Cet article est complété comme suit :

4^o L'appelé qui n'aura pas comparu devant les juridictions contentieuses dans les conditions et les délais fixés.

5^o Est puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 1,000 francs, ou d'une de ces deux peines seulement, celui qui a changé de résidence pour se soustraire aux opérations de recrutement ou a, dans le même but, employé des manœuvres frauduleuses.

XVIII. — La partie de l'article 71 des lois de milice coordonnées, visant la mise à la disposition du Ministre de la guerre pour un terme de huit ans, est hors d'application.

Il en est de même des articles 73, 74 et 75.

overheid ingedeeld in de korpsen en in de diensten, met inachtneming der beslissingen van de rechtsmachten in betwiste zaken.

HOOFDSTUK VIII. — Van de verloven.

XVI. — Zoodra het leger gedemobiliseerd is, wordt het hoofdstuk der samengeordende militiewetten aangaande de verloven weer uitvoerbaar.

HOOFDSTUK X. — Strafbepalingen.

XVII. — N^o 1^o van artikel 69 der samengeordende militiewetten valt buiten toepassing.

Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

4^o De opgeroepene die voor de rechtsmachten in betwiste zaken onder de vastgestelde voorwaarden en binnen de vastgestelde termijnen niet is verschenen.

5^o Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar, en met eene boete van 100 tot 1,000 frank of met slechts ééne dezer straffen, hij die van verblijfplaats veranderde om zich aan de wervingsverrichtingen te onttrekken of, met dit doel, bedrieglijke middelen gebruikte.

XVIII. — Het deel van artikel 71 der samengeordende militiewetten betreffende het ter beschikking stellen van den Minister van Oorlog voor eenen termijn van acht jaar, valt buiten toepassing.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 73, 74 en 75.

ART. 3.

Les arrêtés-lois des 1^{er} et 13 novembre 1918 sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

ART. 3.

De besluit-wetten van 1 en 13 November 1918 worden ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ December 1918.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

DE BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

MASSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1918.

Ontwerp van wet betreffende de werving voor de bijzondere lichting van 1919.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering denkt de tolk te zijn van de Wetgevende Kamers en van gansch het Land, wanneer zij voorstelt, binnen den kortst mogelijken tijd een nieuw leger te lichten ten einde onze heldhaftige soldaten, die onze onafhankelijkheid zoo moedig hebben heroverd, met verlof naar huis te zenden.

Dit leger zou bestaan uit de jongelingen, die tot de lichtingen van 1914 tot 1919 behooren wegens hunnen leeftijd en nog geen militairen dienst hebben gedaan.

Het is niet zonder belang, hier beknopt te wijzen op de maatregelen die sedert 1914 door de Regeering werden getroffen om het leger zoo sterk te houden als door het hoog bevelhebberschap noodig werd geacht.

Bij de troepen, gemobiliseerd bij den aanvang der vijandelijkheden, voegden zich talrijke vrijwilligers voor den duur van den oorlog, en wel met de meest vaderlandsche geestdrift.

Doch, daar de vijandelijke krachten, waaraan ons leger het hoofd moest bieden, steeds werden hernieuwd, besloot de Regeering, tot 's Lands verdediging op te roepen al de mannen van 18 tot 40 jaar, die in het niet bezette deel van het grondgebied en in het buitenland verbleven.

De opgeroepen werden naar hun leeftijd en hun gezinstoestand ingedeeld in onderscheidene groepen en elke groep werd opgeroepen naar gelang het noodig was.

In dezen bezwaarlijken toestand ware het niet mogelijk geweest, de in vreedstijd van kracht zijnde militiewet toe te passen; daartoe zijn immers vereischt eene ongestoorde bestuurlijke regeling, alsmede eene lange en nauwgezette behandeling.

Ook bepalen de besluit-wetten van 1 Maart 1915, 6 November 1915, 1 Maart 1916, 21 Juli 1916, 1 Mei 1917 en 20 Februari 1918 eene eenvou-

dige en snelle behandeling, welke niettemin alle waarborgen oplevert voor de opgeroepen.

De tegenwoordige omstandigheden laten toe, terug te komen tot de beginselen der militiewetten samengecordend bij Koninklijk Besluit van 1 October 1913.

Evenwel, om de verrichtingen der aan te vangen werving te bespoedigen en desnelle vrijstelling onzer veteranen mogelijk te maken, stelt de Regeering voor, over de formaliteiten der inschrijving heen te stappen en nog voor dit jaar van kracht te laten het beginsel der enkele rechtsmacht, zoo in eersten aanleg als in beroep, — beginsel vastgesteld door hooger genoemde besluit-wetten.

Wervingscommissiën zullen dus de militieraden en de geschiktheidsraden vervangen; evenzoo zullen de provinciale commissiën de hoven van beroep (voor zoover zij militiezaken behandelen) en de herzieningsraden vervangen.

Het wetsontwerp bevat bovendien eenige wijzigingen in het hoofdstuk der vrijstellingen.

Overwegende, dat de gezinnen, die den vader of twee kinderen ten gevolge van den oorlog hebben verloren, ruimschoots hun tol aan het Vaderland hebben betaald, bepaalt het ontwerp dat de overige zonen voor goed vrijgesteld zijn.

Eene andere bepaling der wet beperkt tot drie het getal diensten, door een zelfde gezin verleend of te verleenen.

Het schaft daarentegen de vrijstelling als kostwinner af.

Men heeft inderdaad gedurende het lange tijdsverloop der bezetting kunnen vaststellen dat, over het algemeen, de vrijgestelden dezer klas eer een last dan een steun voor hun familie waren.

Het is te voorzien dat deze bezwaarlijke toestand zal voortduren, zoolang onze nijverheid hare volle ontwikkeling niet zal hernomen hebben.

De andere tijdelijke vrijstellingen om zedelijke redenen zijn eveneens afgeschaft, behalve wat aangaat de aspirant-officieren der marine, de jongelingen, die in den dienst der Kolonie treden, en de weduwnaars met kinderen.

De opgeroepen, die in gewonen tijd zijn vrijgesteld in het belang van de cerediensten en van het onderwijs, doch die niettemin in oorlogstijd moeten dienen, zullen slechts onder de wapens treden om verbonden te worden aan de humanitaire diensten, indien de noodwendigheden van den krijgsdienst het vereischen; overigens zullen hunne rechten op de vrijstelling opnieuw gelden, zoodra tot de demobilisatie zal besloten zijn.

De Regeering meent te mogen rekenen op de vaderlandsliefde van de leden der Wetgeving om spoedig de bespreking van het ontwerp, dat hun wordt onderworpen, tot een goed einde te brengen, om de klas van 1914 onder de wapens te kunnen oproepen tegen half-Januari, die van 1915, 1916, 1917 en 1918 achtereenvolgens binnen zes maanden, en die van 1919 tegen de maand September.

De Minister van Oorlog,
MASSON.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,
DE BROCQUEVILLE.

PROJET DE LOI
de recrutement pour la levée spéciale
de 1919.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Intérieur et de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les opérations de milice se rapportant aux hommes de la classe de 1914 qui ne sont pas entrés au service actif sont annulées. Sont également nonavenus les exemptions, les dispenses et les sursis accordés en vertu des arrêtés-lois des 1^{er} mars 1915, 6 novembre 1915, 1^{er} mars 1916, 21 juillet 1916, 1^{er} mai 1917 et 20 février 1918.

ART. 2.

La levée spéciale de 1919 (classes de 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919) est régie par les dispositions

WETSONTWERP
betreffende de werving voor de bijzondere lichting van 1919.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van onze Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Oorlog,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLIDTEN :**

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

EERSTE ARTIKEL.

De militieverrichtingen betreffende de manschappen der klas 1914, die niet in werkelijken dienst zijn getreden, worden nietig verklaard. Worden ook nietig verklaard, elke vrijstelling, elke ontheffing en elk uitstel verleend krachtens de besluit-wetten van 1 Maart 1915, 6 November 1915, 1 Maart 1916, 21 Juli 1916, 1 Mei 1917 en 20 Februari 1918.

ART. 2.

De bijzondere lichting van 1919 (klassen van 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919) wordt beheerd door

des lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, sauf qu'il y sera dérogé en les points suivants :

CHAPITRE II. — De l'Inscription.

I. — L'inscription se fait d'office par le Bourgmestre qui dresse, pour chaque classe, une liste, en double expédition, des jeunes gens qui ont été inscrits pour la milice en 1913 en vue de la levée de 1914, ainsi que des jeunes gens qui devaient être normalement inscrits en 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 respectivement pour les levées de 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919.

Il sera en outre formé une liste, en double, des ajournés rattachés à la classe de 1914.

II. — Le fait d'avoir été porté indûment sur la liste d'inscription n'implique pas pour l'intéressé, l'obligation de comparaître devant la commission de recrutement, non plus que la non-inscription ne le dégage de l'obligation de se présenter spontanément devant ce collège, dans les conditions et les délais prescrits.

CHAPITRE III. — Des exemptions, des dispenses, des libérations et des exclusions.

III. — La production des certificats à l'appui des demandes d'exemption pour causes morales n'est pas exigée.

de bepalingen der militiewetten samengeordend bij Koninklijk Besluit van 1 October 1913, behalve afwijking voor de hiernavolgende punten :

HOOFDSTUK II. — Van de inschrijving.

I. — De inschrijving geschiedt van ambtswege door den Burgemeester die voor iedere klas opmaakt eene lijst, in tweevoudig afschrift, van de jongelingen die in 1913 voor de militie werden ingeschreven met het oog op de lichting van 1914, alsook van de jongelingen, die regelmatig moesten ingeschreven zijn in 1914, 1915, 1916, 1917 en 1918, onderscheidenlijk voor de lichtingen van 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919.

Daarenboven wordt, in tweevoudig afschrift, eene lijst opge maakt van de uitgestelden, die bij de klas van 1914 zijn aangeschreven.

II. — Het feit dat de belanghebbende ten onrechte op de inschrijvingslijst werd gebracht, brengt niet mede dat hij verplicht is voor de wervingscommissie te verschijnen, evenmin als de niet-inschrijving hem ontslaat van de verplichting om zich uit eigen beweging bij dit college aan te melden onder de voorgeschreven voorwaarden en binnen de voorgeschreven termijnen.

HOOFDSTUK III. — Van de vrijstelling, ontheffing, ontslaging en uitsluiting.

III. — Overlegging van getuigschriften ter staving van aanvragen tot vrijstelling wegens zedelijke redenen wordt niet vereischt.

Les juridictions contentieuses statuent sur le vu de toutes pièces dont elles apprécient la valeur.

IV. — Le littéra c de l'article 15 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application; cet article est en outre complété comme suit :

f) Ceux dont le père ou deux frères ont été tués à l'ennemi, sont décédés des suites de leurs blessures, sont portés disparus depuis six mois ou ont sacrifié leur vie pour la Patrie, pendant l'occupation.

g) Ceux dont trois frères servent ou ont servi pendant la campagne, soit dans l'armée belge, soit dans une des armées alliées.

h) Si plusieurs fils d'une même famille sont appelés à concourir à la formation de la levée spéciale de 1919, les désignations éventuelles sont limitées au nombre de trois, y compris les services en voie d'accomplissement ou déjà accomplis pendant la campagne.

Dans ce cas, les exemptions sont accordées aux mariés d'abord, puis à ceux qui, par leur âge, appartiennent aux classes les plus anciennes.

i) Ceux qui ont été faits prisonniers par l'ennemi, en cherchant à passer la frontière pour prendre du service dans l'armée et qui, de ce chef, ont été privés de leur liberté pendant six mois au moins.

V. — Le militaire sous les drapeaux qui réunit l'une des conditions d'exemption prévues à l'article 15, peut s'en prévaloir en se conformant aux prescriptions de l'article 17.

De rechtsmachten voor betwiste zaken doen uitspraak op vertoon van alle stukken, waarvan zij de waarde beoordeelen.

IV. — Litt. c van artikel 15 der samengeordende militiewetten valt buiten toepassing; dit artikel wordt daarenboven aangevuld als volgt :

f) Zij, waarvan de vader of twee broeders in den strijd gesneuveld, aan de gevolgen hunner wonden overleden, als sedert zes maanden verdwenen aangegeven zijn of, gedurende de bezetting, hun leven voor het Land hebben opgeofferd.

g) Zij, waarvan drie broeders dienen of gediend hebben gedurende den oorlog, hetzij in het Belgisch leger, hetzij in een der geallieerde legers.

h) Indien verscheidene zonen van een zelfde gezin worden opgeroepen om bij te dragen tot de vorming der bijzondere lichting voor 1919, zijn de gebeurlijke dienstaanwijzingen beperkt op drie, daarin begrepen de loopende of de reeds onder den oorlog vervulde diensten.

In dit geval worden de vrijstellingen verleend vooreerst aan de gehuwden, verder aan hen die, door hunnen leeftijd, tot de oudste klassen behooren.

i) Zij, die door den vijand gevangen genomen werden toen zij poogden over de grens te gaan om dienst te nemen in het leger en die, uit dien hoofde, gedurende ten minste zes maanden, van hunne vrijheid werden beroofd.

V. — De militair onder de wapens, die aan een der in artikel 15 voorziene vrijstellingsvereischten voldoet, kan ze doen gelden met inachtneming van het bepaalde in artikel 17.

En attendant que la Commission provinciale d'appel ait statué sur son sort, il est envoyé en congé sans solde.

VI. — L'article 16 est mis hors d'application, sauf les litt. e, f, g, j, et l.

Toutefois, les appelés visés aux litt. a, b, c, et d, désignés pour le service, n'entreront sous les armes, pour être employés à des offices humanitaires utiles à l'armée, en commençant par la classe la plus ancienne, que si les nécessités du service militaire l'exigent.

Au surplus, dès que la démobilisation de l'armée sera décrétée, ils reprendront leurs droits à l'exemption.

En attendant que la juridiction compétente ait statué sur leur sort, ils seront envoyés en congé sans solde.

VII. — Sont mis hors d'application les articles 19 et 22 des lois de milice coordonnées.

CHAPITRE IV. — Des conseils de milice et des conseils d'aptitude.

VIII. — Des commissions de recrutement sont substituées aux conseils de milice et aux conseils d'aptitude.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils d'aptitude s'appliquent aux commissions de recrutement en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

IX. — Un arrêté royal peut subdiviser chacune des commissions de

In afwachting dat de Provinciale Commissie voor hooger beroep over zijn lot heeft uitspraak gedaan, wordt hij met verlof gezonden, zonder soldij.

VI. — Artikel 16 valt buiten toepassing, behalve de litt. e, f, g, j en l.

De bij de litt. a, b, c, en d bedoelde opgeroepen, die voor den dienst zijn aangewezen, komen echter alleen dan onder de wapens om, te beginnen met de oudste klas, belast te worden met humanitaire, voor het leger nuttige diensten, wanneer de noodwendigheden van den militair dien dienst zulks vereischen.

Voor het overige kunnen zij hunne rechten op vrijstelling opnieuw doen gelden, zoodra tot de demobilisatie van het leger is besloten.

In afwachting dat de bevoegde rechtsmacht over hun geval uitspraak doet, worden zij, zonder soldij, met verlof gezonden.

VII. — De artikelen 19 en 22 der samengeordende militiewetten vallen buiten toepassing.

HOOFDSTUK IV. — Van de militieraden en de geschiktheidsraden.

VIII. — De militieraden en de geschiktheidsraden worden door wervingscommissiën vervangen.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten, welke de geschiktheidsraden betreffen, zijn toepasselijk op de wervingscommissiën, in zooverre zij niet strijdig zijn met deze wet.

IX. — Elke wervingscommissie kan bij Koninklijk Besluit in ver-

recrutement en plusieurs sections.

Dans ce cas, le Président de la première section fixe le ressort territorial des sections ainsi que le lieu et les dates de leurs séances.

X. — La commission de recrutement (ou la section) a la même composition que le conseil d'aptitude, sauf que le président est choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires et parmi les avocats inscrits au tableau depuis dix ans au moins et âgés de plus de 40 ans, et que la durée de leur mandat n'est pas déterminée.

Les membres militaires ne doivent pas obligatoirement avoir le grade de capitaine.

XI. — Comparaient devant la commission de recrutement, dans les conditions et délais prescrits, tous les jeunes gens susceptibles de figurer sur les listes dont il est question au n^o I ci-avant, à moins qu'ils ne fassent déjà partie de l'armée belge ou d'une des armées alliées.

Sont considérés comme en faisant partie, les *militaires* qui, depuis le 31 juillet 1914, ont été renvoyés dans leurs foyers comme inaptes au service, mis en congé sans solde ou licenciés pour quelque cause que ce soit.

En ce qui concerne la désignation pour les armes, la commission de recrutement se conforme à l'article 28 des lois codifiées.

Les décisions sont notifiées aux comparants séance tenante.

scheidene afdeelingen worden verdeeld.

In dit geval bepaalt de Voorzitter der eerste afdeeling het ambtsgebied der afdeelingen, alsmede de plaats en de datums van hunne vergaderingen.

X. — De wervingscommissie (of de afdeeling) is op gelijke wijze samengesteld als de geschiktheidsraad, behalve : 1^o dat de voorzitter gekozen wordt onder de werkelijke, plaatsvervangende of gewezen magistraten en onder de sedert ten minste tien jaar op de lijst gebrachte en meer dan 40 jaar oud zijnde advocaten ; 2^o dat de duur van hun mandaat niet is bepaald.

Er wordt niet vereischt dat de militaire leden den graad van kapitein hebben.

XI. — Moeten onder de voorgeschreven voorwaarden en binnen de voorgeschreven termijnen voor de commissie verschijnen al de jongelingen, die geschikt zijn om te worden gebracht op de lijsten, waarvan sprake in bovenstaand n^o I, tenzij zij reeds deel uitmaken van het Belgisch leger of van een der geallieerde legers.

Worden aangezien als daarvan deel uitmakende, de *militairen* die, sedert 31 Juli 1914, naar huis werden gezonden als ongeschikt zijnde voor den dienst, zonder soldij met verlof werden gezonden of om 't even welke reden werden ontslagen.

Wat de aanwijzing van de wapens betreft, gedraagt de wervingscommissie zich aan artikel 28 van de samengeordende wetten.

De beslissingen worden aan de verschijnenden staande de vergadering betekend.

XII. — Le litt. c de l'article 27 est mis hors d'application.

CHAPITRE V. — De l'appel devant la cour d'appel et le conseil de revision.

XIII. — Des commissions provinciales d'appel sont substituées aux cours d'appel, en tant que jugeant en matière de milice et aux conseils de revision dont elles ont la composition.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils de revision s'appliquent aux commissions provinciales d'appel en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

XIV. — Les Gouverneurs forment une liste des ajournés de la levée spéciale de 1919.

CHAPITRE VII. — De l'incorporation.

XV. — Les hommes désignés pour le service par les commissions de recrutement reçoivent, séance tenante, lecture d'un résumé des lois militaires dont le texte est fixé par arrêté royal.

Dès ce moment, ils acquièrent la qualité de militaire.

Si la date fixée par arrêté royal pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date.

Les décisions des commissions de recrutement sont exécutoires nonobstant appel.

Les hommes désignés pour le service sont répartis dans les corps et

XII. — Litt. c van artikel 27 valt buiten toepassing.

HOOFDSTUK V. — Van het beroep bij het hof van beroep en bij den herzieningsraad.

XIII. — Provinciale commissiën van beroep komen in de plaats der hoven van beroep, voor zoover zij uitspraak doen in militiezaken, en van de herzieningsraden welke samengesteld zijn zooals die commissiën.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten betreffende de herzieningsraden zijn ook van toepassing op de provinciale commissiën van beroep, voor zoover zij niet in strijd zijn met deze wet.

XIV. — De Gouverneurs maken eene lijst op van de uitgestelden der bijzondere lichting van 1919.

HOOFDSTUK VII. — Van de inlijving.

XV. — Aan de manschappen, die door de wervingscommissiën voor den dienst zijn aangewezen, wordt staande de vergadering voorlezing gedaan van eene samenvatting der militaire wetten, waarvan de tekst bij koninklijk besluit wordt bepaald.

Van dit oogenblik af bekomen zij de hoedanigheid van militair.

Indien de datum, bij Koninklijk Besluit vastgesteld voor het binnenkomen hunner klas in werkelijken dienst, nog niet is aangebroken, worden zij terug naar huis gezonden tot dien datum.

De beslissingen der wervingscommissiën zijn uitvoerbaar niettegenstaande hooger beroep.

De manschappen, aangewezen voor den dienst, worden door de militaire

services par l'autorité militaire, en tenant compte des décisions des juridictions contentieuses.

CHAPITRE VIII.— Des congés.

XVI. — Dès que l'armée sera démobilisée, le chapitre des lois de milice coordonnées relatif aux congés redeviendra exécutoire.

CHAPITRE X. Dispositions pénales.

XVII. — Le 1^o de l'article 69 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application.

Cet article est complété comme suit :

4^o L'appelé qui n'aura pas comparu devant les juridictions contentieuses dans les conditions et les délais fixés.

5^o Est puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 1,000 francs, ou d'une de ces deux peines seulement, celui qui a changé de résidence pour se soustraire aux opérations de recrutement ou a, dans le même but, employé des manœuvres frauduleuses.

XVIII. — La partie de l'article 71 des lois de milice coordonnées, visant la mise à la disposition du Ministre de la guerre pour un terme de huit ans, est hors d'application.

Il en est de même des articles 73, 74 et 75.

overheid ingedeeld in de korpsen en in de diensten, met inachtneming der beslissingen van de rechtsmachten in betwiste zaken.

HOOFDSTUK VIII. — Van de verloven.

XVI. — Zoodra het leger gedemobiliseerd is, wordt het hoofdstuk der samengeordende militiewetten aangaande de verloven weer uitvoerbaar.

HOOFDSTUK X. — Strafbepalingen.

XVII. — N^o 1^o van artikel 69 der samengeordende militiewetten valt buiten toepassing.

Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

4^o De opgeroepene die voor de rechtsmachten in betwiste zaken onder de vastgestelde voorwaarden en binnen de vastgestelde termijnen niet is verschenen.

5^o Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar, en met eene boete van 100 tot 1,000 frank of met slechts ééne dezer straffen, hij die van verblijfplaats veranderde om zich aan de wervingsverrichtingen te onttrekken of, met dit doel, bedrieglijke middelen gebruikte.

XVIII. — Het deel van artikel 71 der samengeordende militiewetten betreffende het ter beschikking stellen van den Minister van Oorlog voor eenen termijn van acht jaar, valt buiten toepassing.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 73, 74 en 75.

ART. 3.

Les arrêtés-lois des 1^{er} et 15 novembre 1918 sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

ART. 3.

De besluit-wetten van 1 en 15 November 1918 worden ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 11ⁿ December 1918.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

DE BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

MASSON.

